

Financial Afrik

L'AFRIQUE DANS LA FINANCE VERTE



**RAPPORT DE SYNTHÈSE DE
LA CINQUIÈME ÉDITION DES
FINANCIAL AFRIK AWARDS**

#5FAA

Consacrée à la «Finance verte», la cinquième édition des Financial Afrik Awards (#5FAA), tenue le 8 décembre 2022 à l'hôtel 2 Février de Lomé, avait pour objectif de réunir un échantillon représentatif de l'écosystème financier africain autour d'une thématique majeure.

La finance verte désigne les opérations financières ciblant la lutte contre le réchauffement climatique (adaptation, atténuation) et la promotion de la transition énergétique. Le ministre togolais de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a dès le départ, dans son discours d'ouvert de la conférence, rappelé aux 300 participants (en présentiel et distanciel) la nécessité d'innover pour capter «les immenses potentialités de la finance verte».



**«L'Afrique, un contexte de forte
vulnérabilité »**

Le Togo se positionne en un hub financier africain de premier plan, attentif aux innovations financières en général et à la finance verte en particulier.

La situation actuelle de l'Afrique, responsable d'environ 4% des émissions de gaz à effet de serre mais subissant l'un des impacts les plus importants par rapport au changement climatique, interpelle. Avec des pertes potentielles estimées à 15 % du PIB selon la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et un risque de recul de l'ordre de 30 % du PIB par an à l'horizon 2040 selon les estimations de la Banque africaine de développement, il y a urgence à formuler des réponses adéquates.

“Ces dernières années, le continent a payé un lourd tribut aux catastrophes naturelles. Nous avons été tous témoins et parfois victimes de grandes inondations, des sécheresses à grande échelle et des destructions importantes d'infrastructures dues aux dégâts des eaux. Au delà des problèmes humanitaires engendrés par ces sinistres, ces catastrophes affectent le moteur du développement de l'Afrique, à savoir l'agriculture, aggravent le risque d'insécurité alimentaire provoqué par les chocs multiples que connaît le monde et détruisent les infrastructures”, précise le ministre Sani Yaya.

Dans son intervention, le ministre mentionne aussi l'évolution du contexte international avec l'accord historique signé à la COP 27 sur le principe des compensations financières en faveur des pays les plus pauvres face aux dégâts du réchauffement climatique. Un signe encourageant même si la communauté internationale n'a pas été en mesure d'afficher de nouvelles ambitions pour la baisse des gaz à effet de serre. “Des aspects restent à clarifier sur l'accord précité et nous restons attentifs à sa mise en œuvre”, souligne le ministre en chargeant le président des négociateurs africains et ses collègues de porter la voix de l'Afrique dans les instances multilatérales.

Notons que l'accord signé le 20 novembre 2022 à la COP 27 acte le financement des dommages subis par les pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques. Toutefois, l'accord n'évoque ni la baisse du recours aux énergies fossiles, ni le rehaussement des ambitions climatiques. Un comité est chargé d'en déterminer les contours d'ici la COP 28 qui aura lieu à Dubaï en 2023.

Le Togo se dote d'une stratégie de finance climat

Le Togo reste sensible à la problématique du réchauffement climatique et à la protection de l'environnement. “Pour nous, c'est un enjeu existentiel, j'allais dire une urgence. C'est pourquoi, le gouvernement de la République togolaise, sous les hautes orientations du président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé, s'est doté d'une feuille de route et d'une stratégie de finance climat en 2022, confirmant ainsi son engagement à concilier les enjeux de développement inscrits dans la feuille de route avec l'urgence climatique.

“Il est important que les initiatives gouvernementales en faveur d'une plus grande résilience climatique de nos économies soient appuyées par le secteur financier. Je voudrais à ce titre, lancer un appel aux banques et institutions financières et au secteur privé pour accompagner les gouvernements au travers d'initiatives et des solutions innovantes permettant à l'Afrique de saisir les opportunités de la finance verte”.

Plus que jamais, les banques et les institutions financières devraient être les vecteurs et les instruments pour capter toutes ces potentialités et toutes ces possibilités nouvelles au plan international. “Mais comment le faire si vous, en tant que banques et institutions financières, ne vous organisez pas pour saisir toutes ces opportunités ? “

Et le ministre, en financier ayant travaillé dans de grandes institutions, d'inviter les banques et acteurs financiers en général à mettre à niveau leurs dispositifs internes en termes d'organisation, en termes de stratégies, en termes d'instruments aussi mais en même temps en termes de capacité et d'expertise interne. Dans cette mobilisation, la formation occupera une place centrale. Il faut de la formation mais aussi, conclue le ministre, de l'information et de la communication pour pouvoir capitaliser sur ces ressources qui échappent à l'Afrique.

Des enjeux importants



Les enjeux de la finance verte sont en effet énormes comme l'a précisé Seyni Nafo, expert en finance climat, ancien porte-parole puis président du pool des négociateurs africains à la COP 27 et membre du conseil d'administration du Fonds Vert pour le Climat. «Les actifs sous gestion de la finance verte sont estimés à 35 000 milliards de dollars. Les obligations vertes ont dépassé les 1000 milliards de dollar à la fin novembre 2022 dont à peine 1% pour l'Afrique».

Ainsi, si l'on n'y prend garde, le gap sera difficile à combler. Qui plus est, dans un contexte de rattrapage sur les infrastructures (des besoins africains estimés entre 75 et 100 milliards de dollars par an d'ici 2030) et sur l'accès universel à l'énergie (75 milliards de dollars par an d'ici 2030).

Aussi, les opérateurs africains ont la responsabilité d'explorer toutes les possibilités offertes par la finance verte pour accompagner le développement du continent. «Si son point de départ c'est l'impératif climat, il faut savoir que la finance verte va bien au delà de la finance environnementale qui traite du financement de la préservation de

la biodiversité, de la lutte contre la désertification et des impacts des changements climatiques.

Face à ces opportunités nouvelles, l'écosystème africain devrait, conseille Seyni Nafo, s'investir dans une stratégie intégrée qui considère l'ensemble des sources de financement.

Appréhender la pyramide de l'offre et structurer la demande

Une fois les enjeux de la finance verte mis en évidence, il faudra structurer sa demande qui va du gouvernement central aux collectivités locales en passant par le secteur privé et les institutions financières.



Les gouvernements devront désormais intégrer le facteur climat dans la planification du développement. Le calcul du retour sur investissement des grandes infrastructures réalisées sur des durées de vie de 20 à 30 ans et financées en partie sous forme de prêts devra intégrer le risque climat parmi les autres familles de risques. A la différence des risques classiques, le risque climat est systémique avec des crises qui arrivent en même temps (exemple sécheresse au Nord Nigeria et inondations au Sud) et une augmentation de la fréquence et de l'intensité.

Bien pris en compte, la question du climat est une source d'opportunités, poursuit Seyni Nafo, abordant l'offre après avoir décrit la demande. Les pays les mieux préparés sont repartis de la dernière COP (tenue en novembre 2022 à Charm El Sheikh, en Égypte) avec d'importants engagements obtenus en matière de finance verte. Ainsi, l'Afrique du Sud a conclu 8 milliards de dollars pour financer sa transition énergétique. L'Égypte en a fait de même pour 10 milliards de dollars et l'Indonésie pour 20 milliards de dollars. Il s'agit ici de packages combinant financement concessionnel, non concessionnel et garantie avec différents partenaires.

L'Égypte a en outre signé entre 83 à 85 milliards de dollars avec une quinzaine de partenaires pour la production de l'hydrogène vert.

Ces exemples avancés par le keynote speaker illustrent des opportunités de la finance verte. Il faudrait au préalable que les pays se dotent de stratégies de financement intégrant l'ensemble des segments.

L'offre de finance verte est structurée en pyramide avec à la base, le Fonds vert pour le climat (FVC) basé en Corée du Sud, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds d'adaptation au changement climatique (FACC).

Après ce premier étage, viennent les banques de développement (BAD, BEI, BEI, Banque mondiale) qui ont des cibles climat pour certaines, des cibles énergie et des fonds d'adaptation au changement climatique pour d'autres.

Ensuite, les marchés des capitaux puis, un étage encore au dessus, de la finance innovante comme le marché carbone, la philanthropie... Vous avez en gros ce qu'on appellerait de la création monétaire avec comme exemple le plus parlant la redirection des DTS du FMI vers les questions de soutenabilité et de développement durable.

«Tout en haut de la pyramide, nous avons de l'assouplissement quantitatif. Le processus est de générer du green quantitative easing pour accélérer la transition énergétique et accélérer la lutte contre les changements climatiques», explique Seyni Nafo invitant les praticiens à regarder toute la pyramide de la finance verte.

De l'autre côté, suggère l'expert, il est indispensable de segmenter la demande, de regarder le secteur privé de plus près, de considérer les collectivités locales pour arriver à une banque de projets attractifs. La structuration des projets verts passe bien entendu par une connaissance fine des conditions de financement.

Et au milieu, entre l'offre et la demande, vous avez le marché et ses acteurs, de ceux qui font le rating, aux développeurs de projet en passant par les banques d'investissement ou, pour reprendre les mots de Seyni Nafu, les "banquiers d'investissements" spécialisés climat. Le continent devrait se doter de tels profils et d'institutions qui travaillent au quotidien à développer des projets bien ficelés à partir des besoins nationaux.

L'écosystème financier mondial évolue à grands pas. Une institution comme le FMI a mis en place un fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD) aider les pays à revenu faible et les pays à revenu intermédiaire vulnérables à relever les défis structurels à plus long terme qui présentent des risques macroéconomiques, tels que le changement climatique et les pandémies. Le fonds fiduciaire permet de traiter la question climatique de manière systémique et de développer des instruments spécifiques de bonification de taux et des instruments de garantie.

En résumé, les pays africains doivent identifier leurs besoins et se fixer des objectifs à atteindre en termes de mobilisation de fonds. De même, constituer des équipes techniques qui maîtrisent les instruments et s'expriment bien en anglais, la langue de la finance. A la dernière COP, ce sont les pays avec des équipes bien structurées au niveau des experts, au niveau ministériel et au niveau des chefs d'Etat, qui ont tiré leur épingle du jeu.

Structuration de la finance verte



Dans le panel 1 modéré par Seynabou Dia, CEO de Global Mind, il était question avec comme intervenants Luc Morio, Directeur Associé de Finactu, Didier Acouetey, président de Africsearch, Sylvestre Gossou, avocat au barreau de Paris et expert en assurance et Ousmane Dieng,

Managing Partner de Exo et, en distanciel, Docteur Mallet Fofana Direct, Directeur Régional et Responsable des Programmes Afrique au niveau de Global Green Institute (GGGI), de définir les rôles et les attentes des différents acteurs. A commencer par les banques, "encore peu organisées pour saisir les opportunités de la finance verte", constate Luc Morio, lui même ancien dirigeant de banque. L'axe finance verte dans la banque commerciale est souvent cantonnée à la



stratégie RSE et ce n'est que récemment que le secteur est entré en transition pour saisir les opportunités en termes de financement. L'accréditation auprès des institutions comme le Fonds vert pour le climat s'avère une nécessité même si, il faut le dire, il s'agit pour le moment de démarches coûteuses à la fois en termes financiers et en termes d'engagement. Certes à long terme, ces démarches pluriannuelles ne sont pas excessives au regard de la masse de coûts qu'une banque peut gérer. "La question est de savoir si les banques sont préparées et si elles disposent de ressources humaines nécessaires pour de telles démarches", explique Luc Morio.

Une question qui s'adresse à Didier Acouetey, président de Africsearch, qui affirme qu'il n'y a pas encore beaucoup de formation et ni de centres de recyclage de compétences dans le green, notamment sur la partie technique de la préparation des projets. Encore que nos fonds d'investissement, les fonds dédiés et les banques de développement ont largement la capacité de mobilisation des fonds. C'est sans doute sur la partie technique qu'il faut développer les compétences pour réaliser les études et structurer les projets.

L'on voit, poursuit M. Acouetey, que le secteur des énergies renouvelables et de la transition énergétique attire beaucoup d'investissements en Afrique du Sud, au Maroc, au Kenya et ailleurs. Mais dès qu'on sort de ce créneau et qu'on va vers l'Agriculture, le bâtiment et les technologies vertes, la disponibilité des ressources humaines se fait rare. L'expert répertorie plus de 250 métiers autour du green et 30 à 50 millions d'emplois à venir.

Il y a un effort d'adaptation des écoles, des universités et des centres de formation qui continuent de former les jeunes dans la vieille économie, donc sur les profils et les métiers classiques.

Abordant la problématique, Sylvestre Gossou, expert en compliance gouvernance, également spécialiste des problématiques des entités financières réglementées, compagnies d'assurances et banques notamment, estime que le cadre réglementaire devrait aussi s'adapter à la mesure des enjeux de la finance verte.

"Nous assistons à un début de réflexion. Il y a des chantiers de réformes qui sont notamment financés par des institutions financières, des banques de développement".

L'autre aspect important est relatif à la rentabilité de la finance verte. Pour Ousmane Dieng, managing partners de Exco, "la finance verte est rentable dès lors qu'elle finance des projets bancables". Un exemple illustre est le coût du

Kilowatt heure hydrogène qui est de 50% moins cher que le kilowatt heure énergie fossile. Et d'appeler les banques commerciales à investir tous les domaines de l'économie verte, de la transition énergétique aux projets d'exploitation d'hydrogène vert, d'énergie solaire etc.

Concernant l'offre, l'expert appelle à exploiter pleinement les possibilités offertes par les fonds climat et les principes de réparation-dommages adoptés durant la COP 27. "Ce sont des ressources additionnelles dont on a besoin".

Inclure les PME locales dans le processus



Dans cet élan vers la finance verte, la question de l'accès des PME (95% du tissu économique africain) à ces Nouveaux mécanismes est posée. Quel type de financement ad hoc et de subventions à mettre en place pour ces petites structures afin que le processus ne soit pas extraverti au profit des multinationales et des gros acteurs ? Faudrait-il aménager la réglementation pour inciter les grands groupes qui ont la capacité d'absorber les coûts des études de faisabilité et des investissements lourds relatifs à la finance verte d'inclure les PME locales dans leurs chaînes de valeur ? Ousmane Dieng suggère entre autres possibilités, une syndication des PME labellisées "Green" dans la finance verte avec des créances pouvant être titrisées au niveau des marchés financiers locaux.

Le problème de la liquidité ne se pose en tout cas pas au niveau du secteur bancaire. Le secteur financier africain s'est considérablement développé sur les 20 dernières années. Les banques commerciales prêtent à 20 ans sur des crédits hypothécaires qu'elles refinancent partiellement. De même, elles prêtent à 7 ans voire plus sur des crédits consommation. "Donc, estime Luc Morio, je

pense qu'aller prêter à douze ans ou dix ans amortissable sur des projets solaires ou même à treize ans ne serait pas un drame».

Il restera toujours la question de coût et de la rentabilité pour une banque. "Si une banque a 1 milliard à investir. Entre aller évaluer un projet carbone et un projet de construction d'immeubles, le choix est vite fait. Il y a un gap en termes de coût à rattraper.



En conclusion, les participants au panel 1 estiment que l'information et la communication s'avèrent importantes dans la structuration de la finance verte. Tout comme la mise en place d'un observatoire des métiers de demain. Les régulateurs et les opérateurs, notamment du secteur financier, ont un rôle à jouer. Il faudra, donc,,au niveau des entités financières réglementées, mettre en place une véritable stratégie d'accompagnement de la transition écologique.

Le rôle du secteur privé

Le panel 2 modéré par Adama Wade (Financial Afrik) avec comme intervenants.

Moubarak Moukaila, cadre de la BOAD et directeur projet de l'Alliance ouest africaine pour le marché carbone et la finance climat, Jean Eudes Djah, Associate HC Capital Properties, Géraldine Mahoro, gérant fonds GONAT, Banque Africaine de Développement (BAD), Loïse TAMALGO, Délégué Général Eramet en Afrique et Cédric Montetcho, financier à la BADEA, s'est penché sur les différents mécanismes du secteur en lien avec les fonds existant.

D'abord le marché du carbone qui représente 5% du marché global. Pour accéder à ce marché, explique Moubarak Moukaila, il faudra non seulement démontrer que votre projet est sobre en carbone mais, en plus, il faudra aussi prouver que ce projet répond à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il y a cinq critères principaux qui vous permettent d'obtenir des crédits carbone. D'abord, prouver le changement de paradigme dans le projet, le changement de technologie, pouvoir mesurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre (des auditeurs externes sont sollicités à ce niveau) sur une durée de 5 à 7 ans et prouver la conditionnalité et la disponibilité. Il faudra prouver que le projet sobre en carbone n'est pas rentable sans les crédits carbone.

L'implication des banques de Développement est nécessaire pour le développement de ce créneau. Au niveau de la Banque ouest africaine de développement, avec le plan stratégique Djoliba (2021-2025), une structure va être mise en place pour accompagner les porteurs de projet.

Sur un autre créneau, les émissions d'obligations vertes par placement public ou privé constituent un potentiel à explorer comme l'explique Jean Eudes Djah, Associate HC Capital Properties. "Nous avons réalisé la première émission d'obligations vertes en Afrique de l'Ouest et centrale francophone avec une société de portefeuille qui détient en fait le centre commercial le plus visité en Côte d'Ivoire, Cosmos Yopougon.

La particularité d'une obligation verte est qu'il faut avoir une destination qui est de financer un projet vert. Notre sous-jacent était le centre commercial Cosmos Yopougon qui en fait est un bâtiment vert certifié green building par la SFI et la Banque mondiale, le premier bâtiment en l'occurrence en Afrique de l'Ouest et centrale francophone.



Le cas des pays fragiles

Sur un autre plan, le contexte particulier des pays dits fragiles est spécifié dans la structuration de la finance verte. Ainsi, le fonds GONAT, qui est un segment du fonds de transition de la BAD vise à accompagner les pays en fragilité dans le management et la gouvernance des flux de sortie des ressources naturelles. Le fonds couvre six pays que sont le Tchad, la RDC, la Centrafrique, la Sierra Leone, le Mozambique et le Zimbabwe. “Et on se concentre sur deux volets très spécifiques, explique Gerardine Mahoro, gérant de GONAT. Il s’agit d’abord de la vente illégale des ressources naturelles et de la surveillance des prêts indexés sur les ressources de ces pays là. “Nous sommes dans le minier mais nous nous intéressons aussi au déplacement des populations, à la déforestation, à la traçabilité du bois”,

Les attentes de l’Afrique sont énormes en matière d’adaptation. Selon les Contributions déterminées au niveau national (CDN), on relève d’ici 2040 au niveau de la zone CEDEAO, un besoin d’investissement de 12 000 milliards de dollars pour le secteur de la production de l’énergie, du transport de l’énergie et de l’efficacité énergétique. Mobiliser ces ressources passe forcément par le secteur privé. Des instruments d’atténuation de risque (garanties par exemple) seront nécessaires pour augmenter l’appétit du secteur privé pour de tels types de projets.



Les métaux critiques, un atout pour l’Afrique

Si le pétrole est souvent indexé comme responsable de la pollution, d’autres ressources issues du sous sol sont au centre de la transition énergétique comme le rappelle Loïse TAMALGO, Délégué Général Eramet en Afrique. Le groupe Eramet est un groupe minier métallurgique basé en France et présent dans 20 pays avec dix sept sites miniers au monde et 3,5 milliards d’euros de chiffre d’affaires. “L’expression métaux critiques est usité de façon récurrente. Ces métaux rares, métaux critiques, métaux stratégiques sont nécessaires pour permettre de construire des batteries pour le stockage de l’énergie verte. Il s’agit du lithium, du nickel, du cobalt, du manganèse, du graphite et parfois aussi du cuivre.

Ces métaux critiques sont caractérisés par la tension qu’ils génèrent sur la chaîne d’approvisionnement, ce qui comporte des enjeux stratégiques nationaux et également des réalités géopolitiques.

Ces métaux sont indispensables pour la transition numérique, la transition climatique et transition énergétique. Tout cela équivaut également à la transition vers les métaux. Les véhicules électriques ont des batteries constituées de métaux. Et on prévoit que la demande va être multipliée par quatre, sinon plus d’ici 2040, pour des métaux comme le lithium, le nickel et le cobalt.

La problématique est de savoir si les métaux critiques pourront tenir la promesse de rendre possible une transition énergétique menant à un net zéro carbone selon les accords de Paris et que on ne va pas entrer dans un nouveau type de dépendance aux métaux qui seront insuffisants dans l’avenir ?

Cette question est au centre des anticipations en Europe où l’on essaye de régler en partie ce problème par le recyclage des batteries comme alternative permettant une sorte d’économie circulaire. En ce qui concerne l’Afrique aujourd’hui,



la question se pose autrement avec 17 % de la population mondiale pour 3,1 % de la consommation mondiale de d'électricité. Celle-ci est estimée à près de 26 823 térawattheures selon les statistiques de BP sur l'énergie mondiale. Et chaque Africain consomme à peu près 600 kW par an contre une moyenne mondiale de 3200 kW et 6005 kilowatt heure au niveau européen et 4600 kW pour la Chine.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la capacité totale installée de l'Afrique est d'environ 233 gigawatts et cela représente à peu près de 12 % de celle de la Chine. L'urgence africaine reste donc l'accès à l'énergie.

En termes de métaux, l'Afrique représente 30 % des minerais. Les émissions de gaz à effet de serre restent relativement faibles, ce qui peut s'avérer un atout. En termes de contribution pour la réduction, l'Afrique peut apporter beaucoup par ses forêts bien sûr, mais également par son potentiel en métal, en métaux critiques dont elle n'est pas la plus grande détentrice, se positionnant derrière la Chine et l'Australie.

“Et aujourd’hui, conclue Loïse TAMALGO, je terminerai en disant que nous sommes face à un serpent qui se mord la queue. Quand on parle de transition numérique, on parle forcément de transition énergétique et lorsqu’on parle de transition énergétique, on parle de métaux critiques. Et lorsqu’on parle de métaux critiques, on parle de nécessité, de pouvoir aussi avoir de l’énergie verte pour les produits. Pour sûr, le secteur financier fait partie de l’équation. A ce propos, Cedric Montetcho, a présenté l’initiative Green BADEA qui accompagne et finance les banques agricoles et la rentabilité des sols avec les engrais organiques. La BADEA intervient aussi dans le projet de financement de la construction d’une usine à batteries électriques en RDC. Autre projet, celui développé en Gambie avec la plantation de 40 000 mangroves, un écosystème essentiel dans la préservation de la diversité. La BADEA qui développe un portefeuille dans les 44 pays africains membres s’est engagée lors de la COP 27 avec le groupe de coordination arabe dont elle est membre de consacrer 24 milliards de dollars à la finance climat.

En conclusion, il est nécessaire d’harmoniser les réglementations entre différents pays et d’adopter des approches communes pour éviter une nouvelle concurrence et une érosion du potentiel. Gerardine Mahoro suggère quant à elle que l’Afrique fasse de la recherche Développement sur les énergies fossiles, rappelant que les centrales nucléaires étaient censées fermer en Occident il y a vingt ans. “L’on nous exige d’aller vers des énergies vertes, dans des technologies que nous n’avons pas, avec des financements que nous n’avons pas, alors que nous avons de l’énergie fossile. Au lieu d’aller, par exemple, investir dans le recyclage des émissions de pollution dans les énergies fossiles, il faut qu’on accepte de prendre des positions par rapport à notre potentiel en ressources naturelles”. Nous devons répondre aux objectifs de développement durable à notre manière. “Nous, on a besoin de l’évacuation des eaux, de ramassage des poubelles, de la protection des employés, etc, etc”. Ce se sont là les urgences africaines.

La finance verte vue sous l'angle économique

Après deux panels riches, il revenait à l'économiste Kako Nubukpo de synthétiser la question sous l'angle économique. Entre les trois urgences, climatique, démographique et agricole et le moins long terme, il y a de la place pour l'action. L'on estime que 40% de la variation de la productivité dans le domaine agricole est lié au changement climatique. De même, l'on estime entre 3,7 et 11,7 % la perte de produit intérieur brut liée au changement climatique. Et pour l'Afrique, de l'Ouest, cette variation tourne autour de 5 % du PIB, estime l'économiste indiquant que le PIB n'est pas le meilleur des indicateurs pour capter les phénomènes d'irréversibilité liés au changement climatique. "La science économique est fondée sur la mesure de la certitude et n'a pas encore les outils pour mesurer l'incertitude". Le financier gère le risque, la monnaie gère l'incertitude. Et derrière la monnaie, vous avez l'Etat, c'est à dire le souverain premier. Derrière le réchauffement climatique et la



déforestation massive, il y a les impacts sanitaires et sociaux et les risques accrus de pandémie. L'urgence démographique se pose aussi avec acuité dans un continent jeune qui double de taille tous les 25 ans avec tout ce que cela implique en demande d'énergie, d'éducation, d'accès à l'emploi et de déplacement des populations du Sahel vers les forêts humides et les mangroves, ce qui réduit notablement la biodiversité. Donc, il y a clairement la question de la gestion de la transition démographique par rapport à l'impératif de préservation des écosystèmes naturels. Ces urgences imposent une cohérence dans la détermination du mix énergétique. La question qui devrait intéresser les chercheurs est de savoir où placer le curseur entre les énergies renouvelables et les énergies fossiles.

Sur l'urgence agricole, les chiffres interpellent également avec par exemple 40 millions de personnes en Afrique de l'Ouest en situation d'insécurité alimentaire, ce qui est à peu près 10 % de la population. "Ce sont là des déterminants qui s'additionnent aux crises que nous vivons : crise sécuritaire et crise géopolitique entre l'Ukraine et la Russie".

La crise sécuritaire a entraîné le déplacement des populations vers des zones urbaines, ce qui réduit la production agricole. C'est à cela qu'on assiste actuellement avec une forte reprise post pandémie qui a entraîné une hausse des prix des produits et des intrants agricoles. La tonne de potasse qui coûtait 100 dollars sur le marché international il y a un an se négocie aujourd'hui à 840 dollars. L'impact est réel sur la productivité agricole et l'accès des populations aux produits agricoles.



Au niveau des solutions, les contributions déterminées au niveau national (CDN), la stratégie climat de l’UEMOA et de la Commission CEDEAO sont essentiels. Il s’agit là d’un travail de court terme qui doit se prolonger avec des mécanismes comme le Fonds de résilience des populations face au changement climatique ou encore le projet Farms, autour de la résilience agricole avec ces trois volets solidarité, commerce et production. “Si nous développons les protéines végétales comme le niébé, l’acacia, l’arachide, et bien d’autres, nous pouvons capter beaucoup plus l’azote et même le CO2 sans une utilisation excessive d’intrants chimiques. Et donc, il y a tout un travail de recherche aussi à faire de ce côté là qui mise sur le dernier point que je voudrais aborder dans les solutions de court terme».

Et l’on ne doit pas attendre dans des villes comme Lomé, capitale du Togo, qui perd chaque année 10 à 20 mètres de terre du fait de la montée de l’océan.

Il faut travailler le court terme et là les négociateurs africains ont une lourde responsabilité pour mobiliser les ressources du fonds des 100 milliards de dollars par an que nous arrivons difficilement à atteindre à la fois pour l’adaptation et l’atténuation. Idem pour le mécanisme de compensation qui vient d’être défini.

Il y a une injustice à réparer pour l’Afrique, qui compte 17% de la population mondiale, et seulement 4% d’émission de CO2. “C’est pour cela que nous devons travailler autour de la question de la justice climatique. Nous rendons un service majeur aux écosystèmes du miner en préservant la forêt du bassin du Congo, un des deux poumons de la planète avec l’Amazonie. Et cette protection n’est pas rétribuée. “Le fait de ne pas faire de la déforestation est un service que nous rendons au reste du monde”.

Donc, il y a fondamentalement une justice climatique dans l’impératif de demande de réparation et de rétribution de la part du reste du monde.

Sur les solutions de long terme, Kako Nubukpo insiste sur la préservation de nos biens communs. “J’en parlais à l’instant nous ne pouvons pas être aussi irresponsables que le reste du monde et donc tout ce que nous avons comme forêt, comme lac, comme rivière, tout ce que nous avons comme terrain, nous devons, sur la base de notre gouvernance locale, essayer de les préserver”.

La deuxième solution de long terme que je vois, c’est vraiment le protectionnisme écologique. “Je pense fondamentalement que nous devrions mettre en place des écluses environnementales, de sorte qu’au fond il y ait une neutralité carbone. C’est à dire que cela devrait coûter aux consommateurs la même chose entre la consommation des produits importés et la consommation de produits locaux locaux. Et donc nous devrions mettre en place des taxes que certains ont appelé des taxes carbone”.

Cela peut être plus élaboré que cela, de sorte que ce soit neutre pour le consommateur de choisir des produits fabriqués à 20 000 kilomètres ou de consommer des produits fabriqués localement. “Donc il y a cette promotion des circuits courts qui me semble fondamentale et cela nécessite une redéfinition de notre politique commerciale et de la question de la protection des biens”.

C’est quelque chose qui me paraît fondamental et cela conduit naturellement à la troisième solution de long terme, c’est la recherche de cohérence, les politiques publiques.

Pour Kako Nubukpo, le discours macroéconomique qui est d’essence néolibérale avec l’impératif d’équilibre des finances publiques, de politique monétaire rigoriste et de politique commerciale libre échangiste, entre en contradiction avec le discours méso économique qui est le discours sectoriel plutôt néo mercantiliste.

Il y a aussi le discours asiatique fondé sur le protectionnisme à l’export et le discours microéconomique, onusien, fondé sur les droits des populations et qui n’est pas toujours compatible avec le discours sur l’émergence porté par le sectoriel et le méso économique. Et de rappeler que le travail décent n’a pas été la base du processus d’industrialisation de l’Europe et même de l’Asie.

Au final, il y a une articulation à faire pour corriger les incohérences de nos politiques publiques, de nos politiques agricoles, environnementales, commerciales, budgétaires et monétaires. Poussant la réflexion, l’économiste aborde la notion de monnaie écologique sur la base des travaux d’Alain Grandjean et de Nicolas Dufrêne.

En conclusion, Kako Nubukpo estime que le principal enjeu de la finance verte en Afrique c’est d’abord celui de la reconquête des souverainetés africaines, à savoir souveraineté alimentaire, souveraineté agricole, souveraineté budgétaire et souveraineté monétaire. Et de la manière dont ces souverainetés peuvent être mises au service à la fois de la préservation des écosystèmes naturels mais aussi de la transformation structurelle des économies et sociétés africaines. L’on tend vers la redéfinition même de la science économique telle que Lionel Robinson l’avait fait en 1933, en parlant de “la science qui étudie l’allocation optimale des ressources rares à des fins alternatives”.

La seule différence du contexte actuel avec le 18e et 19e siècle est que à l’époque la nature n’était pas considérée comme une ressource rare et elle l’est devenue au fil du temps. “Mais au fond, c’est toujours le même programme d’optimisation. Il faut simplement ajouter aux contraintes un élément qui ne figurait pas traditionnellement dans la science économique.



Recommandation des Financial Afrik Awards #5FAA

En résumé, les pays africains doivent identifier leurs besoins et se fixer des objectifs à atteindre en termes de mobilisation de fonds.

- Intégrer le risque climat dans les plans de développement.
- Les gouvernements sont invités à structurer la demande au niveau national et régional et à rassembler l'expertise nécessaire pour appréhender l'offre de la finance verte.
- Les gouvernements, le secteur privé et le secteur financier sont invités à accélérer les processus d'accréditation auprès des institutions de base de la finance verte.
- Les gouvernements de concert avec le secteur privé sont invités à élaborer des banques de projets bien structurés pour accéder aux opportunités offertes par la finance verte.
- Les banques doivent se doter de banquiers climat spécialisés afin de relever leur niveau de veille et d'anticipation stratégique sur la finance verte.
- Mettre en place un observatoire africain pour les métiers de green, en concordance entre l'Etat, le secteur privé et financier et le monde universitaire.
- Élaborer un cadre de local content vert permettant aux PME locales d'intégrer la chaîne de valeur des projets verts.
- Les pays africains disposant de métaux critiques ont l'obligation de développer une stratégie de développement de chaîne de valeur au niveau local.
- Redéfinition des politiques industrielles et commerciales avec la promotion des circuits courts
- Les banques, les institutions financières et le secteur privé sont invités à accompagner les gouvernements au travers d'initiatives et des solutions innovantes permettant à l'Afrique de saisir les opportunités de la finance verte.
- Les banques et les acteurs financiers sont invités à mettre à niveau leurs dispositifs internes en termes d'organisation, en termes de stratégies et en termes d'instruments pour augmenter leurs capacités de mobilisation des fonds de la finance verte.

Revue de presse

<https://ecomatin.net/awards-financial-afrik-prime-13-champions-de-leconomie-et-de-la-finance/>

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/ouverture-%C3%A0-lom%C3%A9-de-la-5e-%C3%A9dition-des-financial-afrik-awards-/2758966>

Financial Afrik Awards 2022 : 13 trophée décernés au terme de la 5e édition à Lomé - <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/financial-afrik-awards-2022-13-trophée-décernés-au-terme-de-la-5e-édition-à-lomé/2759476>

<https://youtube.com/watch?v=KvmM7wHewvo&feature=share>

<https://leconomistebenin.com/5eme-edition-des-financial-afrik-awards-priorite-aux-opportunités-de-la-finance-verte-pour-leconomie-africaine/>

<https://horizon-news.net/index.php/a-l-international/item/1014-financial-afrik-awards-2022-le-president-de-la-board-serge-ekue-elu-meilleur-financier-africain-de-l-annee>

<http://news.alome.com/h/143500.html>

<http://news.alome.com/photos/album.asp?id=46366>

https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7007901583174684672?utm_source=share&utm_medium=member_ios

<http://news.alome.com/h/143508.html>

<https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/eco-finance/il-est-l-economiste-de-l-annee>

<https://togodailynews.info/5eme-edition-des-financial-afrik-awards-serge-ekue-designe-meilleur-financier-africain/>

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/ouverture-%C3%A0-lom%C3%A9-de-la-5e-%C3%A9dition-des-financial-afrik-awards-/2758966>

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/financial-afrik-awards-2022-13-trophée-décernés-au-terme-de-la-5e-édition-à-lomé/2759476>

<https://togotopnews.com/2022/12/09/financial-afrik-awards-kako-nubukpo-gervais-koffi-djondo-et-kayi-mivedor-primes/>

<https://lomeinfo24.com/le-magazine-mensuel-financial-afrik-prime-les-100-meilleurs-financiers-africains-a-lome/>

<https://lomeinfo24.com/le-magazine-mensuel-financial-afrik-prime-les-100-meilleurs-financiers-africains-a-lome/>

<https://vert-togo.com/finance-verte-en-afrique-la-5eme-edition-des-financial/>

Les lauréats de Financial Afrik Awards



Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100^{ème} ANNIVERSAIRE
AFRIQUE

GERVAIS KOFFI DJONDO

PRIX SPÉCIAL LIFETIME ACHIEVEMENT

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER



Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100^{ème} ANNIVERSAIRE
AFRIQUE

ROSE KAYI MIVEDOR
Ministre chargée de la promotion de
l'investissement, Togo

PRIX SPÉCIAL DU LEADERSHIP FÉMININ

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER





Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

NICOLAS KAZADI
Republique Démocratique du Congo

LE MINISTRE DES FINANCES DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER




Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

KAKO NUBUKPO
Togo

L'ÉCONOMISTE DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER





Financial Afrik AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANS-ORIENT (1912-2022)

SIDI OULD TAH
BADEA

BANQUIER DE DÉVELOPPEMENT DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER




Financial Afrik AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANS-ORIENT (1912-2022)

AROUNA NIKIEMA
BBS Holding

CEO DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER





Financial Afrik AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANS-ORIENT (1912-2022)

SERGE EKUÉ
BOAD

LE FINANCIER DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER




Financial Afrik AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANS-ORIENT (1912-2022)

VALENTIN MBOZO'O
GIMAC

INTÉGRATEUR MONÉTIQUE DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER





Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

MARC KAMGAING
Harvest Asset Management

ASSET MANAGER DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER




Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

PATRICK V. VERKOOIJEN
GCA

LE DEAL VERT DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER





Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

NAOUFAL BENSALAH
Africa Bright

LE DEAL DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER




Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#5FAA

100 ANS TRANSFORMANT L'AFRIQUE

ISMAËL SIBY
CEO de Marena Gold

PRIX DE LA MEILLEURE PME

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER



Financial Afrik
AWARDS
5^{ème} EDITION
#SFAA

100 ANS TRANSFORMATION AFRIQUE

DARE OKOUDJOU
MFS Africa

LA FINTECH DE L'ANNÉE

08 Décembre 2022 | LOMÉ (TOGO) | HÔTEL 2 FÉVRIER

AFRICA BRIGHT, MFC, BND, BRV, Ecobank, SOAGA, Aww

Remise des trophées lors du gala des Financial Afrik Awards















Financial Afrik awards en images sur FLICKR

<https://www.flickr.com/photos/financialafrik/>

Motion spéciale:

Les organisateurs de la cinquième édition des Financial Afrik Awards remercient chaleureusement le peuple togolais et son gouvernement pour la mobilisation exceptionnelle observée lors de la cinquième édition des Financial Afrik Awards.

Les organisateurs de la quatrième édition remercient l'ensemble des participants, des partenaires, des sponsors et les lecteurs de Financial Afrik pour leur soutiens dans la tenue de cette conférence financière et économique.

